
PANISLAMISME

ET

OFFENSIVE DE L'ASIE

L'Islam est un. Son unité procède de l'unité divine. Sous cette unité foncière apparaissent des diversités selon les climats, les peuples, les écoles théologiques. Ces divergences s'atténuent quand de violentes passions collectives, tout ensemble religieuses, sociales et politiques viennent parfois agiter la masse et y produire de puissants courants, d'imprévisibles remous. L'Orient vit l'un de ces moments critiques. Le panislamisme, qui existe toujours à l'état virtuel, prend à certaines heures une réalité actuelle et se manifeste par une sorte de fièvre dont les symptômes se répandent avec une extraordinaire rapidité, s'accompagnent de violences dangereuses et se révèlent toujours plus capables de détruire que de fonder. Pour en comprendre la nature, il importe de se souvenir que ni la notion d'Eglise, ni la notion d'Etat n'apparaissent dans l'univers musulman ce qu'elles sont dans le monde chrétien. Les peuples de l'Islam ne connaissent pas la distinction, si féconde en heureuses conséquences et génératrice de précieuses libertés, établie par l'Evangile lui-même entre César et Dieu. Les nations d'Europe se trouvent en présence de l'une de ces flambées, résultat d'un travail intérieur dont les effets se transmettent très rapidement en dehors et à côté des gouvernements qui les suivent parce qu'ils sont leurs chefs, ou plutôt qui deviennent leurs chefs dans la mesure où ils les suivent. Les Etats européens, en face d'une telle agitation, se comportent de façons très différentes ; il en est même qui s'appliquent à l'attiser pour s'en servir à leurs propres fins. Il en résulte de graves dangers pour l'ordre social et pour la paix.

On parlait volontiers, il y a à peine cinquante ans, de « l'immobile Orient ». De tous les grands États musulmans, seule la Turquie jouissait d'une complète indépendance politique. Le Sultan des Ottomans était en même temps le Calife de l'Islam. Nous avons montré ici, en 1951 (1) les conséquences des deux guerres mondiales et des bouleversements qui s'en sont suivis parmi les peuples musulmans. Après la première guerre, le sultanat et le califat de Constantinople disparaissent, la Turquie devient une république nationale, en Anatolie et en Thrace, avec Ankara pour capitale, tandis que les pays arabes s'en trouvent séparés et se divisent en plusieurs États autonomes avec d'instables frontières. Après la seconde guerre où toutes les grands nations militaires d'Europe ont tour à tour subi de cuisants échecs, l'Angleterre quitte les Indes qui se partagent et où un grand État musulman de 70 millions d'habitants, le Pakistan, apparaît. Les Hollandais sont évincés de l'Insulinde. Entre les puissances victorieuses de Hitler, la mésintelligence se révèle rapidement. Non seulement l'antagonisme grandit entre l'Eurasie russe et l'Euramérique, mais encore d'importantes divergences de conceptions et d'intérêts se manifestent entre les nations occidentales. La politique britannique, à la fin de la guerre, manœuvre pour écarter l'influence française de Syrie et du Liban et se félicite d'y avoir réussi, comme si l'entente franco-britannique n'était pas le meilleur instrument pour maintenir l'ordre et la paix dans le Proche Orient. Elle déploie toutes les ressources de sa diplomatie et de son influence à Washington et à Paris pour rendre définitive l'éviction des Italiens de Tripolitaine, où ils avaient accompli une belle œuvre de civilisation agricole et trouvé un débouché à une population surabondante ; elle crée l'État artificiel de Libye en faisant du grand Senoussi un roi sur lequel elle se flatte d'exercer une influence directrice et dont la confrérie compte des adeptes dans toute l'Afrique du Nord, dans les oasis sahariennes, jusque dans le Soudan. La conception britannique de l'unité du monde arabe, née de l'imagination de Lawrence, a malheureusement exercé une très forte influence sur l'esprit des hommes d'État américains et sur la presse des États-Unis. N'a-t-on même pas parlé d'une « nationalité musulmane », comme si ces deux mots ne juraient pas d'être accouplés. Il est naturel que les Américains, qui ne sont nulle part en contact avec des populations musulmanes et qui n'en

(1) Voir notre article, en deux parties, dans les numéros du 15 septembre et du 1^{er} octobre 1951. La présente étude s'y réfère ; elle en est comme la mise au point.

ont pas l'expérience directe, aient été dupes de certaines illusions généreuses, sans se rendre compte qu'elles étaient d'origine britannique et n'étaient pas toujours désintéressées. Leurs responsabilités dans la dangereuse agitation de l'Islam asiatique et africain sont lourdes.

* * *

Lorsque, il y a un demi siècle, tous les États musulmans, à l'exception de l'empire ottoman, étaient, à des degrés divers et sous des formes variées, en association avec une puissance européenne, une telle collaboration, où le rôle de direction incombait naturellement à l'État qui avait la civilisation matérielle la plus développée, eut pour effet le progrès rapide de la culture des élites intellectuelles et sociales des peuples qui suivaient ces directions. Ainsi se formait une classe moyenne peu nombreuse qui, même lorsqu'elle aspirait à plus d'indépendance et à une participation plus importante à son propre gouvernement, avait conscience de tout ce dont elle était redevable aux Européens et à sa collaboration avec eux. Même des mouvements nationalistes comme celui du Wafd, en Egypte, n'étaient hostiles ni aux Européens, ni à leurs compatriotes chrétiens. Lors du retour triomphal de Zaghoul pacha au Caire, en 1921, on vit défiler devant des foules enthousiastes les bannières chrétiennes des Coptes côte à côte avec les étendards arabes. Le massacre des Assyro-Chaldéens par les tribus de l'Irak et les Kurdes, et l'usurpation de leurs terres fut provoqué moins par le fanatisme religieux que par de vieilles haines de race, quand la France eut cessé de protéger ces sympathiques débris de peuples historiques. On voit partout se former une bourgeoisie et sortir des élites pénétrées plus ou moins profondément de culture européenne et acclimatées à un niveau de vie qui les rapproche des Européens en les séparant des masses paysannes ou pastorales restées sans changement apparent, toujours passives, inconscientes ou résignées.

La Grande-Bretagne était dans l'ensemble satisfaite de sa politique d'unification du monde arabe dont elle s'efforçait de faire partager aux Américains la responsabilité. L'essentiel était que la route maritime des pétroles de l'Iran et de l'Irak fût jalonnée par de solides établissements britanniques, depuis le Golfe Persique jusqu'au Canal de Suez en passant par Aden. Sans doute l'Egypte

avait dénoncé le traité de 1936, le 8 octobre 1951 ; mais on trouverait un moyen d'accômodement avec le roi Farouk et d'ailleurs, si elle se montrait intransigeante, l'Egypte n'était-elle pas, pratiquement, coincée entre la Libye et son roi protégé britannique, la Syrie et l'Arabie où l'influence anglaise restait prépondérante, et le Soudan où Londres croit pouvoir compter sur des clients et des amis fidèles ? Les succès militaires inattendus de l'État d'Israël qui, attaqué par les Arabes et les Egyptiens les avait mis en déroute, n'auraient sans doute pas de lendemain et, en tout cas, ils avaient pour effet d'éveiller ou de renforcer un sentiment d'unité arabe en face de l'ennemi commun juif. L'unité arabe, sous la haute direction de l'Angleterre, n'était-ce pas le programme du cabinet de Londres ?

L'affaire d'Abadan, la main du gouvernement de Téhéran brutalement mise sur les établissements de l'Anglo-Iranian C^o vint tout à coup révéler le caractère nouveau du mouvement panislamique, son importance inattendue et les appuis extérieurs sur lesquels il compte. La Perse — il est nécessaire de s'en souvenir pour comprendre la nature et la portée des événements — est le centre et le principal foyer historique de l'Islam chiite. Dès la fin du VII^e siècle, les disciples du Prophète se sont divisés en deux branches, sunnites et chiites, qui se haïssent et se sont souvent combattus (1). Historiquement, le chiisme est la forme aryenne ou indo-européenne de l'Islam dont le sunnisme est, en gros, la forme arabe. Les Chiites ne sont, dans l'Islam, qu'une minorité, 23 millions sur un total de 246 ; ils sont en majorité en Iran (2) et ont de fortes minorités en Irak, en Afghanistan, en Pakistan. Le chiisme est religion d'Etat en Perse. Le comportement religieux des Chiites est plus complexe, plus porté au mysticisme et à la spéculation métaphysique, moins discipliné et moins guerrier, plus enclin à un certain idéalisme politique et social : religion de cultivateurs et de citadins, plutôt que de nomades, de pasteurs et de soldats. L'histoire de l'Asie et de l'Afrique est pleine des traces sanglantes de la haine ancestrale qui divise les deux grandes branches de l'Islam et il est d'autant plus caractéristique qu'un rapprochement et même une étroite entente se soient opérés sinon entre les masses toujours passives, du moins entre les chefs sous l'influence grandis-

(1) Rappelons brièvement que les Chiites ne reconnaissent comme successeur de Mohammed que le seul Ali, son gendre, qu'ils vénèrent ainsi que ses deux fils, les imams martyrs, Hassan et surtout Hussein, massacré par ordre du calife Moaouia, fondateur de la dynastie des Ommiades, en 680.

(2) 6.800.000 sur moins de 10 millions d'habitants.

sante d'un très important personnage dont l'autorité souvent occulte est presque toujours prépondérante, le chef de l'Islam iranien, le mollah Ayatollah Kachani.

Le pouvoir de Kachani, que l'on appelle quelquefois « le pape du chiisme », serait plutôt comparable à celui du chef d'une grande confrérie qui a des affiliés partout et qui est écouté et obéi de ses coréligionnaires. Ses agents se recrutent surtout parmi les Frères de l'Islam (chiïtes), dont la confrérie a été fondée par ce Safavi qui arma et dirigea le bras de l'assassin du premier ministre Razmara et qui, de la prison où il expiait assez doucement ce crime, faisait colporter partout les mots d'ordre de Kachani. Le Shah à qui l'on n'ose pas encore toucher, ne garde une ombre de pouvoir que dans la mesure où il ne résiste pas aux volontés de Kachani et du Premier Ministre que celui-ci a désigné. Ce haut personnage est célèbre sous le nom de Dr Mossadegh, mais il s'appelle en réalité Mohamed Edayat (1) ; il est le descendant par les femmes du dernier prince de la dynastie Kadjar. La politique du Dr Mossadegh, qui est un très habile manœuvrier, n'est pas simple. Il est obligé, tout en ménageant le shah auquel les tribus sont encore fidèlement attachées et sans oublier de préparer son propre avenir qui pourrait le porter un jour jusqu'au pouvoir suprême, de ne pas résister en face aux directions de Kachani et des Frères de l'Islam, qui sont appuyés à la fois par le parti *Toudeh*, ouvertement soutenu par Moscou, et par ce que l'on pourrait appeler la démagogie cléricale. Kachani a besoin, pour soutenir son prestige et répandre ses mots d'ordre, de subsides qui viennent surtout de Russie. Mossadegh qui a renoncé aux livres sterling sait très bien que l'Iran ne peut se passer de roubles ou de dollars ; il cherche à ménager la source des uns et des autres. Il se demande même s'il ne pourrait pas recourir, pour remettre à flot l'économie iranienne, à des techniciens allemands, à son ami le Dr Schacht dont il a en mains, depuis avril 1952, un plan pour renflouer l'économie iranienne et exploiter le pétrole.

L'influence iranienne chiïte est maintenant prépondérante dans tout l'Islam. C'est là un fait tout nouveau. Kachani a habilement préparé une entente des « Frères de l'Islam » iraniens avec les « Frères musulmans » d'Égypte. Tout se passe comme si l'Iran prenait la direction d'un large mouvement panislamique. Le

(1) Mossadegh veut dire, parait-il, « essayé, il a été trouvé valeureux ».

Pakistan, qui est le plus peuplé des Etats musulmans, s'incline devant l'autorité de Kachani. Dans les premiers jours de juillet 1952, un Frère musulman d'Egypte, Mostafa Mo'men, est venu à Téhéran, délégué par sa confrérie, pour sceller une entente avec Kachani et les Frères de l'Islam chiites. Peu de temps après, Kachani séjournait à Damas, la capitale religieuse du sunnisme, et allait visiter Ibn Scoud à Riad afin d'assurer le complet accord des deux confessions pour l'unité panislamique, pour l'éviction des étrangers, c'est-à-dire d'abord des Juifs d'Israël, et la réalisation d'une révolution sociale démocratique. Xénophobie et démagogie sont toujours les symptômes de l'un de ces grands mouvements populaires qui agitent l'Islam et en présence desquels on peut se demander si l'on ne serait pas à la veille de « l'explosion soudaine toujours possible d'une guerre sainte » (1). Déjà l'émeute du 26 janvier 1952 avait ensanglanté le Caire et détruit par le feu ou saccagé les locaux de sept cents entreprises européennes. Le roi Farouk était, semble-t-il, opposé à l'influence prépondérante du chiisme en Egypte et ne semblait pas disposé à recommencer la guerre contre Israël. Ce furent les principales raisons pour lesquelles le général Naguib, quand il réalisa avec l'armée le coup d'Etat du 26 juillet 1952, qui aboutit à la déposition du roi, fut appuyé par les Frères musulmans. Ainsi, tandis que diminuait l'influence d'Azzam et de la Ligue arabe, grandissait en Egypte la prépondérance de Kachani et des Frères de l'Islam.

Cependant le premier point du programme panislamique, la destruction de l'Etat d'Israël qui s'enfonce comme un coin douloureux entre l'Islam asiatique et l'Egypte (2), n'est pas d'une réalisation facile car il implique une guerre à laquelle les armées arabes et égyptiennes sont peut-être moins préparées que celles d'Israël. On peut même se demander si, pour certains dirigeants du mouvement panislamique, cette éviction n'est pas surtout, au moins provisoirement, un moyen de propagande populaire. Il est sans doute moins dangereux et plus facile de développer le thème de l'expulsion des troupes britanniques qui occupent le Canal et qui ont depuis longtemps assuré la suprématie britannique en Egypte. On réclame donc volontiers leur départ, mais on semble moins pressé de le réaliser, car le sterling, même après Abadan, n'a pas perdu toute efficacité dans le Levant. Il est plus aisé encore

(1) L'expression est de M. Massignon, l'un des meilleurs connaisseurs français de l'Islam, dans l'Introduction de *l'Annuaire du Monde Musulman*, Edition de 1929.

(2) Nous avons rapporté dans notre article du 1^{er} octobre 1951 l'entretien si curieux du Président Roosevelt avec Ibn Scoud.

de s'en prendre à la France et à sa présence en Tunisie et au Maroc. On savait à Paris que, depuis quelques mois, les agents de Kachani se répandaient en Tunisie, au Maroc, en Algérie. Le 25 août, à la Radio, Kachani proclamait lui-même son programme : « J'ai organisé un mouvement panislamique en Tunisie à partir de l'Iran... Tout est prêt. » Le lendemain il faisait savoir au chargé d'affaires de France à Téhéran que la France devra « satisfaire aux aspirations des musulmans d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, d'Indochine ».

Le bey de Tunis a écrit, en janvier, une lettre au shah d'Iran pour lui demander d'insister à l'O. N. U. afin que la Tunisie soit bientôt délivrée des Français qui l'oppriment

Ainsi s'affirmait le caractère panislamique du mouvement que l'Islam chiite a déclenché. L'influence de Kachani l'emporte ; ses directives prévalent ; elles visent directement l'Afrique du Nord française ; ses envoyés s'infiltrèrent en Tunisie et au Maroc, ils pénétrèrent jusque dans l'Atlas où ils cherchent à exciter les Berbères contre le Glaoui, ils cheminent avec les caravanes jusqu'au Niger, jusqu'au Soudan. Le bey de Tunis et le sultan du Maroc correspondent par des affidés. A ces souverains absolus et théocratiques on conseille de consulter une sorte d'assemblée des notables et de ne pas accepter des ministres qui consentiraient à collaborer avec le Résident général français. Une telle manœuvre fera, espère-t-on, une impression favorable sur la presse et l'opinion américaines. Dans sa première phase le mouvement des nationalistes musulmans était dirigé contre les puissances européennes, surtout contre la France ; il était conduit par la Ligue arabe qui, à l'origine, ne se cachait pas d'être inspirée par la politique britannique ; il obtenait le concours, au moins partiel, des classes dirigeantes et cultivées. Dans sa seconde phase il se révèle comme un mouvement d'origine asiatique et d'allure démagogique inspiré, soutenu, financé par Moscou.

La Russie soviétique, comme la Russie des Tsars et par les mêmes chemins, tend d'un effort inlassable vers la Méditerranée et l'Océan Indien. Arrêtée en direction de Trieste, dans les Balkans et en Turquie, elle espère que l'Asie Occidentale deviendra le chemin de son expansion politique et économique. Le communisme apparaît dès lors surtout comme un moyen dont on dissimule le plus possible le vrai caractère. A l'Islam asiatique, qu'il soit chiite ou sunnite, persan ou arabe, Moscou offre son aide pour résister à l'« impérialisme occidental et américain » qui voudrait se servir des peuples

musulmans pour écarter l'U. R. S. S. de la Méditerranée et du Golfe Persique. L'Iran a toujours été disputé entre l'influence de la grande puissance continentale et celle de la grande puissance maritime (1). Le succès d'Abadan, la spoliation de l'Anglo-Iranian, prennent donc l'aspect d'une victoire du communisme moscovite. La Russie, en aidant la propagande de Kachani en Egypte et en Afrique du Nord, cherche surtout à entretenir un état de trouble et d'inquiétude qui détourne de l'Europe et de l'Extrême-Orient l'attention et les forces de la France. Quand la presse américaine critique notre politique en Tunisie et au Maroc et s'en prend à l'« impérialisme français » elle fait le jeu du communisme que le gouvernement des Etats-Unis cherche à contenir et à refouler.

Les Russes, très bien informés de tout ce qui concerne les peuples musulmans, savent que l'élément catalyseur parmi eux a été la présence et la croissance rapide de l'État d'Israël. Kachani et les chiïtes, s'ils sont peut-être moins acharnés que les Arabes à la destruction de l'État sioniste, n'ont garde d'oublier que c'est avec ce programme qu'ils peuvent le mieux parvenir à entraîner les masses musulmanes dans un grand mouvement panislamique, car une haine commune est plus puissante que les intérêts pour coaliser des populations diverses. On s'est étonné de la soudaine explosion, parmi les satellites d'abord et ensuite en U. R. S. S., d'un violent mouvement antisémite ou plutôt antisioniste. Un gouvernement marxiste ne peut guère être ouvertement antisémite ; il se ratrape en se proclamant ardemment antisioniste et sa propagande a soin que les peuples musulmans en soient informés. Les journaux de Moscou n'ont fait que discrètement chorus avec les violences antisémites de la presse de Tchécoslovaquie lors de l'abominable procès de Prague, mais ils attaquent le sionisme comme une création de l'« impérialisme américain » et l'État d'Israël comme le siège et la forteresse de la puissance américaine dans la Méditerranée orientale. Moscou n'a peut-être pas fomenté directement l'agitation panislamique, mais il s'arrange pour en profiter, pour la soutenir sans la compromettre par un appui trop ostensible et pour paralyser les puissances euraméricaines qui ont déjà sur les bras les affaires de Corée et d'Indochine. Les mouvements intérieurs qui, en Indonésie, aux Indes, en Irak, en Syrie, au Liban, en Egypte, en Tunisie, au Maroc et même dans l'Afrique noire, ont une commune origine,

(1) Un partage d'influence a été réalisé par les accords de 1907, remis au point en 1931.

servent les combinaisons et les visées du communisme international. Moscou ne désire pas la guerre ; il compte bien n'en avoir pas besoin pour provoquer partout la révolution marxiste et la main mise du communisme sur les États d'Europe et d'Amérique. Le mouvement panislamique favorise au plus haut point le succès d'un tel programme. On peut espérer que le Président Eisenhower qui connaît l'Europe et suit depuis dix ans la politique internationale se rend maintenant compte que la politique américaine en suscitant en Afrique du Nord des difficultés à la France détruit d'une main ce qu'elle construit de l'autre.

La brutale rupture des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et Israël, quarante huit heures après l'attentat contre la légation russe à Tel-Aviv le 9 février caractérise la politique que le Kremlin a adoptée à l'égard d'Israël et les fins auxquelles il tend. Il s'agit d'envenimer le plus possible les rapports entre l'Orient et l'Occident et de persuader aux musulmans qu'ils n'ont pas de meilleurs amis que les Russes. Pour s'assurer une influence directrice en Orient, ils n'ont garde de faire état du communisme ; ils flattent, au contraire, le nationalisme arabe comme ils l'ont fait d'abord dans les pays qui sont devenus leurs satellites européens, car ils n'ignorent pas que les chefs les plus influents et les esprits les plus distingués de l'Islam sont opposés aux doctrines marxistes ; il s'agit seulement de se servir du mouvement panislamique pour combattre la prédominance européenne parmi les peuples de l'Asie Occidentale et pour ébranler la puissance française en Afrique ; s'il y avait des troubles graves dans l'Orient musulman, si par exemple la guerre se rallumait contre Israël, on peut se demander si les Russes n'en profiteraient pas pour établir leur domination sur l'Iran et atteindre enfin l'Océan Indien. Un excellent connaisseur de l'Islam et des peuples musulmans écrivait en 1924 : « Quant au panislamisme, idée politique d'invention russe, d'exploitation allemande, il ne peut être l'allié que des nations de conquête, il ne peut vivre que par la guerre ; il ne s'entendra donc jamais avec nous, il est et restera notre ennemi irréductible » (1).

Si cauteleuse et dissimulée qu'elle soit, la manœuvre de la Russie apparaît clairement. Après avoir mis la main sur la Chine et sur le formidable bloc de l'Asie orientale, elle entend faire servir aux fins de sa domination universelle le bloc de l'Islam. Toute l'Asie, en fait,

(1) Général Brémont : *L'Islam et les questions musulmanes au point de vue français*. Lavauzelle éd., brochure.

lui obéirait. Elle se sert à cette fin des musulmans qui sont ses sujets et qui vivent des deux côtés de la Caspienne jusqu'au Pamir et à l'Hindou-Kouch : Kirghizes, Turkmènes et autres, plus de vingt millions d'hommes. Elle trouve parmi eux d'excellents agents pour sa politique de pénétration en Iran et parmi les peuples arabes. La victoire d'Abadan, dont Mossadegh se flatte qu'elle marque dans l'histoire une date aussi importante que la prise de Constantinople par les Turcs en 1453, a donc été préparée et favorisée par le Kremlin et ses agents.

Nous ne saurions aborder en ces quelques pages les difficultés d'ordre gouvernemental et diplomatique qui se posent pour le gouvernement français en Afrique du Nord et à propos d'elle. Il nous suffit d'établir que, si l'on veut comprendre et résoudre ces problèmes, il ne suffit pas d'en discerner les aspects locaux ; il faut se rendre compte qu'ils sont liés à l'ensemble de l'évolution et des révolutions qui s'accomplissent dans les États et parmi les peuples de l'Islam et que l'on ne saurait en comprendre le caractère si l'on n'aperçoit pas le lien qui, depuis que le Congrès de Moscou en 1920 a défini la politique musulmane de l'U.R.S.S., associe l'action du communisme russe à celle du panislamisme iranien.

* * *

Cependant, dans la mesure où les peuples musulmans discernent le péril et se rendent compte du jeu du Kremlin, une opposition se manifeste, une résistance s'organise, car les docteurs de l'Islam rejettent le communisme en tant que doctrine, et les classes cultivées le repoussent en tant que mode de gouvernement. Les Sunnites, d'autre part, n'ont pas oublié leurs défiances contre les Chiites, ni les Arabes contre les Iraniens. Les principaux foyers spirituels de l'Islam sunnite, Le Caire, Damas, La Mecque, ne s'inclinent pas volontiers devant les mots d'ordre de Kachani et des Frères dont ils connaissent les collusions suspectes. Ce n'est que la présence détestée et redoutée d'Israël en plein cœur de l'Islam qui excite leur défiance et les incite à une entente contre l'ennemi commun. Il faudrait au moins, pour conjurer le péril panislamique, que les puissances euraméricaines réussissent à résoudre le problème des réfugiés arabes qui ont quitté le territoire d'Israël et ne peuvent pas y rentrer. L'état économique et social de ces régions a toujours com-

porté une symbiose des éléments arabes et des éléments juifs et l'exige encore.

Depuis quelques mois, de très nettes réactions se manifestent et s'organisent contre la démagogie cléricale que représentent les Frères de l'Islam. C'est en Egypte que les événements ont été particulièrement caractéristiques. Le coup d'Etat militaire, habilement préparé et énergiquement réalisé par le général Naguib, a obtenu l'assentiment et le concours des Frères musulmans. Le roi Farouk, nous l'avons dit, avait cherché à arrêter les entreprises des sectateurs de Kachani, et c'est l'une des raisons de sa chute. Mais le mécontentement d'une partie des chefs de l'armée a d'autres causes qui ont coalisé certains éléments militaires et politiques contre le roi et préparé le succès du coup d'Etat du 26 juillet 1952. Le général Naguib a manœuvré pour donner certaines satisfactions aux Frères musulmans et à leur clientèle sans s'aliéner les éléments modérés et en ménageant, dans une certaine mesure, les étrangers. Il s'est fait attribuer pour trois ans, à dater du 16 janvier, les pouvoirs dictatoriaux qui lui permettent de venir à bout de toutes les résistances. Il n'en est pas moins obligé de ménager les susceptibilités populaires. Il ne renonce pas à poursuivre le retrait des troupes britanniques de la zone du Canal de Suez ; il s'associe à la campagne anti-française à propos de la Tunisie et du Maroc et à l'éviction des savants français qui ont été, comme leurs prédécesseurs, les éducateurs du peuple égyptien. Le général dictateur, qui a signé le 13 février avec l'Angleterre un accord sur le Soudan, sera de moins en moins obligé, à mesure que son pouvoir s'affermira, de tenir compte des forces démagogiques et de l'opinion des foules qui l'acclament mais qui suivent les directions de Kachani. Le général Naguib, qui semble un esprit avisé et pratique, s'est rendu compte que les démocraties musulmanes ne sont pas mûres pour un gouvernement parlementaire et une politique de partis, et qu'une autorité éclairée et bienfaisante est plus apte, lorsque le dictateur est à la hauteur de sa tâche, à réaliser les progrès de tout genre dont ont besoin ces populations si misérables et arriérées.

En Syrie, le gouvernement du colonel Chichakly est, en fait, dictatorial, comme celui du général Naguib, mais il est, lui aussi, obligé de compter avec les Frères musulmans et avec l'influence de Kachani et du chiïsme iranien. Au Liban, le président Camille Chamoun, élu grâce à l'influence panislamique, a été, dans les premiers jours de février, l'hôte très acclamé d'Ibn Seoud à Riad. A son

retour il a trouvé une situation très troublée. Depuis la démission de M. Mobarak, ministre des Affaires étrangères, Maronite catholique, le cabinet Chehab est très attaqué dans les milieux libanais hostiles à l'union économique avec la Syrie et à l'influence panislamique d'origine iranienne. La Jordanie a gardé son roi Talal et la présence de troupes britanniques qui assurent une certaine continuité politique et un équilibre pacifique. L'Irak, lui aussi, a résisté à l'influence iranienne qui, trop proche, l'inquiète pour son indépendance. En 1952 une menace d'insurrection avait obligé Nourry Saïd, chef du gouvernement, à se retirer à Londres ; mais le général Mahmoud, chef d'état-major, a rétabli l'ordre, maté l'opposition et procédé à des élections dont le succès a amené le retour de Nourry Saïd au pouvoir. La dynastie hachémite reste populaire et a conservé ses accords avantageux avec la compagnie anglaise, l'Irak Petroleum, source abondante de revenus en sterling qui maintient la stabilité politique et sociale. Inquiet, sur ses frontières septentrionales, du travail des agents soviétiques parmi les tribus, le roi estime que l'influence anglaise est, sur le Golfe Persique, un nécessaire contrepoids qu'il se garde bien d'éliminer.

Même en Iran où s'exerce directement l'action de Kachani et des Frères de l'Islam chiite, se manifeste, surtout depuis quelques semaines, une vive résistance à l'influence grandissante du parti *Toudeh* appuyé et financé par les Russes. L'habile docteur Mossadegh, sans se prêter jusqu'ici aux tentatives de négociation menée par les Anglais et surtout par les Américains, cherche à tenir la balance égale entre les influences opposées et à trouver dans le *majliss* (parlement) un élément de résistance aux exigences de Kachani. Ce sont d'étranges mœurs parlementaires que celles de la Perse ! Le mollah Kachani, qui est président du *majliss* sans jamais y siéger mais qui y exerce indirectement une autorité prépondérante, est actuellement en lutte avec Mossadegh que soutient par intermittence une partie du Parlement. Il s'agit en réalité, sans « perdre la face », ni capituler devant l'Angleterre, de mettre un frein à l'envahissante influence de Moscou. Depuis deux mois la lutte a été très vive entre le fanatisme xénophobe des Frères de l'Islam et l'autorité plus modérée, plus nationale du Dr Mossadegh. Une démarche diplomatique que la presse française s'est abstenue de signaler, semble avoir provoqué cette crise aiguë. Les Etats signataires du Pacte Atlantique se sont, on le sait, préoccupés, sur l'initiative de Washington et de Londres, d'organiser la défense

du Moyen-Orient et d'inviter les principaux États de ces régions à adhérer au pacte destiné à la mettre sur pied. Les cabinets de Washington, de Londres, de Paris, d'Ankara, à la suite de conversations diplomatiques, ont résolu de faire à Téhéran une démarche ayant cet objet. La Turquie, comme puissance asiatique voisine de l'Iran, s'en est chargée. La démarche a été effectuée le 4 janvier et, dès qu'elle a été connue, l'opinion s'est émue et les troubles ont commencé (1). Une telle coïncidence révèle l'origine de la violente réaction et des émeutes récentes qui ont fait couler le sang à Téhéran. Elles ont été menées par le parti communiste *Toudeh*, fort bien organisé et appuyé par Kachani ; on a pu croire un moment que la révolte allait l'emporter, mais Mossadegh avec l'appui de l'armée, après quelques jours de troubles, a rétabli l'ordre. Le Shah, lui aussi, malgré sa volonté constitutionnelle de ne jamais s'immiscer dans les actes du gouvernement, est intervenu ; acclamé par la foule, il a renoncé à quitter l'Iran comme il l'avait annoncé. Le pouvoir impérial s'est ainsi révélé plus fort, tant dans la capitale que parmi les tribus, qu'on ne le croyait. Mossadegh, qui s'est fait attribuer pour un an les pleins pouvoirs, semble, pour le moment, maître de la situation ; mais il reste obligé de compter avec Kachani et avec le *Toudeh*, car ce n'est que grâce à l'un et à l'autre qu'il a pu obtenir son succès d'Abadan. L'avenir, sur lequel pèse toujours la question des pétroles, reste donc incertain. Le docteur Mossadegh, adroit équilibriste, mène un jeu difficile entre les éléments religieux, démocratiques et nationalistes et les forces traditionnelles et patriotiques ; il pratique l'art de tenir la balance égale entre les influences étrangères. En difficulté avec l'Angleterre, il a fait appel, pour résister à la pénétration communiste russe, déguisée, selon la tactique habituelle, en nationalisme, à l'esprit pratique du Dr Schacht ; il a utilisé même la visite et les offres de service de M. Martin Artajo, ministre des Affaires étrangères du général Franco. Une banque allemande a été créée à Téhéran qui a préparé, à tout hasard, un projet de financement et d'exploitation des pétroles iraniens. Nous ne saurions ici entrer dans plus de détails ; il nous suffit de retenir que, même en Iran, siège de l'influence et de la propagande chiite, le gouvernement réagit contre les éléments perturbateurs, tout en accordant certaines satisfactions à leur xénophobie.

(1) Renseignements du Comité de la Méditerranée.

Nous sommes donc en présence, à peu près dans tous les pays musulmans, de difficultés généralisées, en face desquelles le comportement des puissances euraméricaines devrait être le même. De communs périls imposent l'entente et la collaboration. L'esprit souple et expérimenté de M. Churchill ne s'avisera-t-il pas que la politique britannique de nationalisme et d'unification arabes a été une illusion et est devenue un danger commun à toutes les puissances euraméricaines et même à la plupart des peuples musulmans, car les Arabes, dans l'histoire, font surtout figure d'une race de nomades et de soldats, conquérants et destructeurs. D'avoir éliminé les Français du Proche-Orient a peut-être donné à certains Anglais quelque satisfaction d'amour-propre ; elle n'a apporté d'avantages durables ni à la Grande-Bretagne, ni à l'Europe. Ce fut aussi une faute d'inspirer aux Américains, qui n'ont aucun contact direct avec les peuples musulmans, certaines illusions sur ce sentiment complexe et très différent des conceptions américaines que M. Forster Dulles appelait un jour le « nationalisme arabe ». En face des formes nouvelles menaçantes du panislamisme l'entente s'impose entre les puissances atlantiques, qui sont aussi méditerranéennes, pour assurer aux peuples musulmans les satisfactions qu'ils sont en droit de demander, mais sans les induire à certaines revendications théoriques que les populations ne souhaitent pas, qui ne feraient la fortune que de quelques agitateurs et qui, en fin de compte, ne profiteraient qu'à la Russie et à ses ambitions de domination universelle.

Encore faut-il que la France qui, depuis des siècles, a apporté aux peuples du Levant, comme plus tard à ceux de l'Afrique du Nord, la civilisation européenne, reprenne dans le Proche Orient une politique de présence et d'influence culturelle désintéressée, tout en poursuivant résolument dans le Maghreb l'œuvre admirable et féconde qu'elle y a réalisée et qui doit être plus que jamais, comme disait Lyautey, une œuvre d'amour.

RENÉ PINON.